

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ESSAI
SUR
LA CONDITION JURIDIQUE
DES ÉTRANGERS AU JAPON

THESE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 11 février 1908, à une heure,

PAR

GUSTAVE DILLON

Président : M. RENAULT, professeur.

Suffragants : { MM. LAINÉ, professeur.
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur

PARIS

A. PEDONE, EDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ESSAI

SUR

LA CONDITION JURIDIQUE DES ÉTRANGERS AU JAPON

THESE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 14 février 1908, à une heure,

PAR

GUSTAVE DILLON



Président : M. RENAULT, professeur.

Suffragants : { MM. LAINÉ, professeur.
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.

PARIS

A. PEDONE, EDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES.

Treaties and conventions between the Empire of Japan and other dowers. Tokio, 1884 et 1899. C'est la collection officielle des traités conclus par le Japon avec d'autres Puissances.

Archives diplomatiques, spécialement année 1897, tomes II et IV.

Code civil japonais, traduit en français : les livres I, II, III ont été traduits par MM. Motono, Tomii et Appert ; les livres IV et V par MM. Lonholm et Adam.

Code de commerce japonais. Nous n'en connaissons pas de traduction française. Pour la langue allemande, on pourra consulter la compilation du professeur Borchardt. Pour la langue anglaise, la traduction du D^r Lonholm.

La Constitution de l'Empire du Japon, traduite par M. Tanaka Yuzuru. Paris, 1899.

Ce sont là les textes principaux. Les autres, comme les lois sur la nationalité, sur les Compagnies des assurances, etc., seront cités dans le corps du travail.

Travaux sur la condition juridique des étrangers au Japon. Nagaoka dans *Journal du Droit international privé et de la jurisprudence comparée* (Clunet) de 1905, 1906, 1907.

Yamada, même journal, 1901.

Siebold, *Accession du Japon au droit des gens européen.* Paris, 1900.

Les autres travaux consultés seront cités dans le corps du présent travail.

HISTORIQUE

Le 4 août 1896 était signé à Paris entre la France et le Japon un traité dit de commerce et de navigation, mais qui était aussi et surtout un traité d'établissement.

Outre un règlement de questions douanières et maritimes, on y voit consacrée la suppression des privilèges de juridiction ou d'exterritorialité dont les Français avaient joui jusque là au Japon, principalement en vertu du traité du 9 octobre 1858.

A cet ancien régime, qui se rapprochait assez de celui des capitulations, il substituait ce que l'on pourrait appeler le régime de droit commun du droit international, ce droit dans le domaine duquel le Japon faisait ainsi son entrée.

La France avait été précédée dans cette voie par la plupart des autres Puissances et bien que les divers instruments qui consacrent le nouvel ordre de choses varient parfois dans leur rédaction, l'insertion de la clause de la nation la plus favorisée uniformise leur teneur.

Ces traités, combinés avec les lois japonaises, constituent la nouvelle charte des étrangers au Japon. C'est l'étude de cette double source du droit interne et du droit conventionnel qui nous permettra de préciser la condition juridique des étrangers dans l'Empire du Japon.

Avant d'entrer dans le détail de ces traités et de ces lois, il n'est pas inutile, croyons-nous, de rappeler, même brièvement, le développement historique (1) qui a conduit au nouvel état de choses. Dans des questions qui ont déjà suscité de nombreuses controverses, cette étude du passé pourra parfois nous fournir des éléments d'interprétation.

Les traités qui établissaient le régime de la juridiction consulaire en 1858 avaient fait sortir le Japon, malgré lui, de l'isolement où il avait cru devoir se renfermer. Longtemps, ce pays avait été assez accueillant pour les étrangers. S'il s'était brusquement fermé, c'est pour des griefs qu'il pouvait articuler d'une façon précise et non en vertu d'une haine irréfléchie pour ceux que dans l'Empire voisin de la Chine on appelait « les barbares ». Les étrangers avaient abusé de l'hospitalité que leur accordait le

(1) On trouvera une excellente bibliographie sur ce sujet dans l'article anonyme sur *l'arbitrage des baux perpétuels* paru, en 1905, dans la *Revue générale de droit international public*. Y ajouter Chamberlain, *Things Japanese*.

Japon en y provoquant contre son gré un exode ruineux de l'or et en introduisant les guerres religieuses. Ce double motif économique et politique avait décidé les Japonais, naguère si accueillants, à renfermer les étrangers dans la factorerie de Deshima — ce qu'un de nos ministres des Affaires Etrangères a qualifié de « ghetto » (1).

Les entreprises des baleiniers américains dans les mers d'Extrême-Orient, la découverte de l'or dans les placers de la Californie, l'expédition de Chine, ramenèrent l'attention des Européens ou des Américains sur les îles du Japon. En 1858, le commodore Perry dont les « vaisseaux noirs » avaient forcé malgré les protestations du gouvernement local, la baie d'Uraga, imposa un traité aux autorités japonaises. Ce traité servit de formulaire aux autres Puissances, qui obtinrent peu après du Japon des concessions identiques : tarifs spéciaux conventionnels, ouverture de ports, juridiction consulaire.

Ces engagements n'avaient de bilatéral que la forme extérieure. En réalité, ils furent arrachés aux Japonais par les procédés d'intimidation dont avait su jouer l'amiral, bientôt suivi et imité par le diplomate américain Harris qui se servit utilement des nouvelles alarmantes venues de Chine. Imposés par

(1) *Archives diplomatiques*, 1897, t. IV, p. 210 et suiv.

la force, ils furent maintenus par la force. Des attaques constantes dirigées contre les Européens étaient suivies de répressions plus terribles encore, car souvent ces attaques qui étaient isolées, donnaient lieu à des représailles collectives. Les plus connus de ces tristes événements sont l'assassinat de l'anglais Richardson, tué par les hommes d'armes d'un seigneur qu'il avait insulté, et le meurtre d'un haut fonctionnaire japonais suspecté de complaisance envers les étrangers. Peu après eurent lieu les bombardements de Shimonoseki et de Kagoshima.

Attaques et ripostes étaient peut-être occasionnées par un malentendu. La constitution du Japon était telle, en effet, que, lors de la signature des traités de 1858, un maire du palais, le Shogoun, occupait le pouvoir effectif et réduisait ainsi le souverain véritable ou mikado au rôle effacé d'un roi fainéant. Les traités arrachés à l'usurpateur n'avaient jamais été confirmés par le Mikado qui vivait loin de la côte où les Européens avaient abordé et dans une capitale distincte. Bien que souverain purement nominal, il continuait cependant à détenir encore la signature nationale. En somme, ces traités n'avaient jamais été ratifiés. De plus, la féodalité qui s'était développée spontanément chez ce peuple belliqueux existait encore à cette époque. De grands feudataires locaux, notamment dans les clans turbulents du Sud, se

croyaient, eux aussi, le droit d'être consultés. Ils se souvenaient que leurs ancêtres avaient traité d'égaux à égaux avec les rois, que l'un d'eux surtout, le prince d'Arima, avait député une ambassade à Philippe II et à Sixte-Quint. A Rome, ses messagers avaient été reçus avec les honneurs réservés aux envoyés des personnes souveraines. Le Pape les avait armés chevaliers et tandis qu'il leur ceignait l'épée, on avait vu un ambassadeur de France fixer à leurs bottes les éperons d'or. Les étrangers, loin de leur demander la ratification des traités, les ignoraient ou les traitaient avec dédain. Contrairement aux usages locaux ils tenaient le haut des routes, galopèrent même en les croisant, et bouleversèrent la savante ordonnance de leurs cortèges.

La ratification en question ne fut obtenue qu'en 1868. C'est à cette date que fut restauré le Mikado ou souverain légitime. Ce fut au prix d'une terrible révolution qui entraîna dans une chute commune le Shogoun ou maire du palais et les seigneurs féodaux.

Il n'entre pas dans le plan de ce travail de montrer comment la Révolution qui s'était d'abord faite au cri de « mort à l'étranger, mort au maire du palais qui a pactisé avec lui », ne réalisa qu'une partie de son programme. Par une ironie singulière, ceux-là mêmes qui avaient prétendu expulser les étrangers furent les premiers à confirmer leurs privilèges une

fois arrivés au pouvoir. L'histoire des révolutions présente quelquefois de ces anomalies et la responsabilité du pouvoir rend parfois conservateur. Nous nous bornons ici à indiquer le fait de la ratification.

Le nouveau gouvernement sanctionna donc ce qu'avait consenti son prédécesseur. Mais tout en lui donnant son contre-seing et en se réconciliant à l'idée d'accepter la civilisation occidentale, il restait secrètement fidèle à son programme primitif qui, tout en le cédant en violence aux vœux naguères rêvés, demeurait cependant l'expulsion des étrangers.

Dès 1872, il utilisait la clause de revision insérée dans les accords de 1858 pour obtenir tout au moins la suppression de la juridiction consulaire. Tel fut le sens des instructions remises au prince Iwakura dans son ambassade de 1872, restée si célèbre dans les annales de la diplomatie japonaise. Cette tentative était trop prématurée pour aboutir au résultat désiré. L'idée fut reprise avec un semblant de succès en 1878, date où fut signée la convention de Yoshida, aussi appelée traité Bingham. Mais cette convention qui subordonnait la renonciation des Etats-Unis à une attitude identique de la part des autres Puissances, resta inopérante. Tous les efforts de la diplomatie japonaise se concentraient cependant sur ce but. Soit qu'il fasse mettre en liberté les coolies chinois du *Maria Luz* et risque ainsi une guerre avec le Pérou

(heureusement écartée par l'arbitrage du czar en 1875), soit qu'il châtie les xénophobes de Corcé, soit qu'il purge la mer de Formose des pirates qui l'infestent, le Japon cherche dans tous ces cas à agir au nom de la civilisation. Il s'attribue en son nom un mandat d'exécution : mais si c'est pour se créer un titre à l'estime des Européens, c'est aussi et surtout pour mieux les réduire.

On voit par là qu'il y a une légère inexactitude de la part du rapporteur du traité du 4 août 1896 au Sénat, lorsqu'il représente les premières négociations entamées par le Japon pour la revision des anciens traités comme remontant à 1880 (1). L'état de nos connaissances sur ce pays ne permettait sans doute pas d'être renseignés comme aujourd'hui sur la persistance avec laquelle le Japon avait cherché à faire valoir ses anciennes prétentions. Une connaissance plus exacte des faits eût sans doute conduit à une appréciation plus juste de la cause. Certains obstacles que l'on a cherché à opposer (2) aux revendications japonaises n'auraient pas été élevés, nous voulons le croire, si l'on avait pu savoir à cette époque qu'elles

(1) *Archives diplomatiques*, 1897, t. IV, p. 345.

(2) Surtout à la Chambre des députés; le ministre des Affaires Étrangères a fait promptement justice de ces objections. *Archives diplomat.*, 1897, t. IV, p. 215. Voir spécialement le raisonnement de « certains esprits ingénieux ».

reposaient sur une tradition vraiment nationale, déjà ancienne et solidement établie.

Les négociations furent reprises en 1882. Elles échouèrent encore, les gouvernements français et japonais n'ayant pu se mettre d'accord sur le terme à donner aux traités nouveaux : celui-ci tenait pour des traités permanents, celui-là pour des traités temporaires.

Les pourparlers de 1884, 1887, 1889, 1890 aboutirent au même échec, bien que pour une raison différente. Le compromis alors proposé par les Puissances et consistant dans l'adjonction de juges étrangers aux magistrats qui devaient remplacer le juge consulaire blessait les légitimes susceptibilités de l'autorité locale (1). Il parut de plus contraire à la nouvelle constitution à partir de 1889, cette constitution fermant aux étrangers l'accès des fonctions publiques. Le gouvernement mikadonal, peu disposé à transiger, insistait sur une solution radicale. Enfin, il obtint gain de cause, et le traité anglo-japonais du 16 juillet 1894, bientôt reproduit dans ses lignes essentielles par les accords signés avec les autres Puissances, vint couronner cinquante ans d'efforts. Ces traités ne

(1) Cf. *Journal du droit international privé et de la jurisprudence comparée*, 1875, article anonyme sur l'*exterritorialité et les tribunaux mixtes dans l'Extrême-Orient et particulièrement au Japon*.

devaient cependant entrer en vigueur que plusieurs années après leur signature.

Le Japon était admis, dès lors, à participer sans restriction ni réserve au bénéfice du droit des gens européen. Mais au lieu d'y être admis d'une façon purement théorique, comme l'avait été la Turquie en vertu de l'article 7 du traité de Paris en 1856, le Japon voyait cesser toute ingérence étrangère dans l'administration de la justice. Tandis que la Turquie est encore assujettie à de nombreuses servitudes passives, ce nouveau membre de la communauté internationale retrouvait le plein exercice de sa souveraineté. De l'ancien état de choses, il ne subsistait qu'un seul vestige, en matière d'impôts. Nous en parlerons quand nous aborderons la question des baux perpétuels.

On ne peut que s'associer à la satisfaction avec laquelle les Japonais accueillirent les nouveaux traités. Sans faire ici tout le procès de la juridiction consulaire, ni montrer à quels véritables dénis de justice elle aboutissait parfois, il nous suffira de dire qu'elle blessait trop l'amour-propre d'un peuple qui a toujours été des plus sensibles aux questions de dignité nationale et dont les récentes victoires pouvaient à bon droit augmenter les susceptibilités.

La date de la revision coïncide en effet avec le succès des armes impériales en Chine. Le Japon était

devenu trop puissant pour tolérer le maintien d'une juridiction qu'il jugeait inconciliable avec sa souveraineté. C'était surtout là une question de fait. Mais le fait n'a-t-il pas pris, récemment surtout, une importance considérable dans le droit international. N'est-ce pas lui, par exemple, qui décide de l'étendue de la mer territoriale, toujours prête à s'étendre suivant les progrès de la balistique, qui décide de la reconnaissance des Etats et des gouvernements nouveaux et même des colonies dont l'occupation doit être « effective ». On peut dire qu'il a été dans la destinée de ces traités que nous avons vu imposer et maintenir par la force d'être aussi dénoncés par l'influence de la force, avec cette seule différence que ce n'est pas l'un des co-contractants mais un tiers, l'Empire chinois, qui en a subi les effets.

Puisque nous sommes dans ce domaine réaliste, il est bon de rappeler ici, qu'en fait également, nous n'usons pas ou presque pas des droits que nous tenions des anciens traités. Il n'y avait pas au Japon de concessions purement françaises. Les concessions étaient internationales et l'élément indigène, représenté par les fonctionnaires locaux, tenait une grande place dans leurs municipalités (1). Voilà en ce qui concerne les concessions dont l'existence était liée si

(1) *Arch. dipl.*, 1897, t. IV, p. 215 et 216.

étroitement à celle de la juridiction consulaire. Quant à la juridiction consulaire elle-même, il n'y avait qu'un seul tribunal français, dont le siège se trouvait à Yokohama. Et encore, en 1895, n'avait-il eu que cinq affaires à juger (1).

En présence de ce double ordre de faits et étant donné la place importante que prennent les faits dans le droit international, on peut s'étonner de certaines objections que le traité de 1896 a rencontrées dans les Chambres françaises. Il est vrai qu'elles s'expliquaient par l'ignorance non seulement de la question, mais encore des principes mêmes du droit. C'est au ministre des affaires étrangères qu'est échue la pénible obligation de rappeler à ses collègues des notions élémentaires de droit (notamment en matière de réciprocité) (2), et sans nous permettre de le suivre sur ce terrain, nous pouvons rendre hommage à la fermeté avec laquelle il a su défendre les droits d'une nation amie contre les exigences ou les préventions du Parlement.

Il est enfin un troisième ordre de faits dont nous n'avons pu parler en même temps que des victoires japonaises sur le continent ou du fonctionnement réel des traités anciens, parce qu'alors ce fait ne s'était pas

(1) *Arch. dipl.*, 1897, t. IV, p. 215 et 216.

(2) *Arch. dipl.*, 1897, t. IV, p. 215, 221, 223.

encore manifesté d'une façon aussi visible. Nous voulons parler de la codification des lois japonaises (1). La mise en vigueur des traités nouveaux était subordonnée à l'accomplissement de la réforme législative. En 1899, celle-ci était terminée et l'on s'accordait à reconnaître dans l'œuvre des jurisconsultes japonais l'un des monuments les plus achevés du droit moderne. Fruit d'un compromis heureux entre les coutumes anciennes du Japon et les lois modernes de l'Occident, le Droit japonais a poursuivi cet éclectisme en mettant à contribution tous les codes étrangers.

On crut un moment que la France aurait dans cette œuvre une influence prépondérante, surtout en ce qui concerne le droit civil. Le Conseil d'Etat avait déjà approuvé, en 1891, le projet préparé par un savant professeur de la Faculté de Droit de Paris, M. Boissonade. Mais l'opinion publique, dirigée par M. Hozumi, ancien élève des Universités anglaises et allemandes, exigea qu'on retarde la promulgation, d'abord fixée à 1893. Elle reprochait au gouvernement d'avoir confié la rédaction du code à un étranger. Une commission exclusivement japonaise, composée des professeurs Hozumi, Ume, Tomii, fut chargée d'élaborer un nouveau code et c'est de ses tra-

(1) Par exemple en ce qui concerne la « consolidation des lois japonaises », *Arch. dipl.*, 1897, t. IV, p. 223.

vaux qu'est sorti le code promulgué le 28 avril 1898. Quant à la forme, il suit le code allemand (Pandekten system), mais quant au fonds, il est le fruit d'une judicieuse sélection. M. Hozumi (1) compare la lutte qui eut lieu entre les partisans du code Boissonade de 1891 et ceux des revisionnistes à celle qui mit naguère aux prises l'école historique et l'école du Droit naturel, à la controverse célèbre de Thibaut et de Savigny.

Peut-être serait-il plus exact de la comparer à la controverse allemande plus récente entre les écoles romanistes et germanistes, car au Japon les deux partis étaient favorables à la codification, tous deux voyaient dans la codification le meilleur moyen de supprimer les lois particulières et les coutumes locales. L'opposition au projet de 1891 se basait donc moins sur une question d'opportunité juridique que sur une question de patriotisme. Il s'agissait non d'empêcher la codification, mais l'adoption d'une œuvre étrangère (2).

Dans le code de commerce japonais, promulgué le 7 mars 1899, c'est l'influence allemande qui a prévalu. Dès 1889, l'influence allemande était devenue

(1) Hozumi, *The new Japanese civil code as material for the study of comparative jurisprudence*, Tokio, 1904.

(2) Voyez en ce sens, Munroe Smith, *The Japanese code and the Family* dans *The Law Quarterly Review*, de janvier 1907.

considérable. On l'avait surtout remarquée dans la constitution de 1889. Son auteur, le comte, aujourd'hui prince Ito, avait longtemps résidé à Berlin. Il y avait eu des relations amicales avec le chancelier de fer et on l'a même surnommé le Bismarck japonais. Les conceptions juridiques allemandes étaient entrées par cette brèche. Quant aux autres codes, l'inspiration en est universelle. Ils font tous aussi une large place aux mœurs ou aux conditions de la vie indigène. Un exemple entre mille : L'incendiaire par malveillance est puni de mort. Et cette rigueur est due à ce qu'au Japon où les maisons sont construites en bois les incendies peuvent facilement détruire des villes entières. Ce crime ayant des effets plus funestes au Japon qu'ailleurs, y est également plus sévèrement puni. Il ne semble pas qu'il y ait eu emprunt rapide, mais, au contraire, lente et sage adaptation des lois étrangères. Cet amalgame des lois nous apparaît comme un gage de leur solidité et nous rassure *à priori* sur la condition des étrangers appelés à vivre sous leur empire. Nous allons maintenant pouvoir étudier leur condition juridique en entrant dans quelques détails. Nous l'envisagerons successivement au point de vue du droit public et du droit privé.

DROIT PUBLIC

Une remarque préliminaire s'impose avant d'étudier les droits des étrangers. C'est que, dans la matière qui nous occupe, celle du droit public, il existe au Japon des conceptions particulières, en vertu desquelles le fait d'être japonais est considéré comme imposant des devoirs plutôt qu'il n'accorde des droits. Le citoyen (*komin*) se voit imposer d'office certaines fonctions publiques et il ne peut se récuser sans encourir des peines ou des déchéances; les cas dans lesquels il peut se soustraire à ces charges sans s'exposer aux rigueurs de la loi sont limitativement déterminés (par exemple la maladie et l'âge) (1). Sa situation à cet égard, rappelle celle des jurés français, des membres du Sénat de Hambourg dans le droit moderne, et celle des curiales du Bas-Empire dans le droit ancien. L'étranger qui regrettera de n'avoir pas des avantages plus grands au point de vue du droit public ne devra pas oublier que, par contre, il n'est

(1) Cf. Ernest-W. Clement sur « *Local self government in Japan* dans *Political science quarterly*, 1892, p. 295.

pas soumis aux obligations spéciales des seuls citoyens.

Liberté individuelle. — Elle est garantie aux étrangers par les traités, notamment par l'article 1^{er} du traité français. La constitution de 1889 contient aussi à cet égard des dispositions formelles dont le bénéfice leur est également appliqué. D'ailleurs, même en l'absence de ces textes, il n'y aurait pas eu à redouter pour eux les entraves à la liberté qui existaient sous l'ancien régime. Le Japon a supprimé tout ce qui pouvait ressembler de près ou de loin à l'esclavage. Il a notamment aboli l'institution des *étas*. Ces *étas* formaient une classe inférieure, naguère frappée de nombreuses incapacités. Ce point méritait d'être rappelé ici parce que, dans l'opinion la plus généralement répandue, ces *étas* étaient précisément les descendants d'étrangers autrefois venus au Japon.

De ce principe de liberté, l'article 1^{er} du traité français fait diverses applications. Mais le Japon, tout en accordant la jouissance des droits énumérés, se réserve d'en réglementer l'exercice. C'est ainsi que l'arrêté du ministère de l'Intérieur, n° 32, de juillet 1899, fixe les formalités que l'étranger doit remplir lorsqu'il établit ou change son domicile ou sa résidence. Il n'offre d'ailleurs rien d'exceptionnel.

Nous ne saurions en dire de même du régime auquel sont soumis certains membres des colonies

étrangères, les ressortissants des pays qui n'ont pas de traités avec le Japon. Ils sont groupés en deux catégories : ouvriers et non ouvriers. Les non ouvriers jouissent du droit commun. Mais les ouvriers ne peuvent sans autorisation administrative spéciale s'établir en un endroit ni exercer leur profession en dehors des quartiers étrangers, c'est-à-dire des anciennes concessions. Cela ressort de l'ordonnance Impériale, n° 352, de juillet 1899. Sans doute, cette disposition est moins anormale aujourd'hui qu'en 1899 par suite des lois qu'ont votées plusieurs parlements étrangers dans une direction semblable. Il suffit de rappeler à cet égard l'Alien Bill de la Grande-Bretagne et les lois des Etats-Unis sur l'immigration. Sans doute aussi, cette restriction ne présente en fait qu'un intérêt spéculatif, la plupart des Puissances étrangères ayant des traités avec le Japon. Mais on peut se demander ce qui adviendrait le jour où ces traités seraient dénoncés. Ces accords ne sont pas permanents. Le Japon surtout semble avoir une aversion particulière pour le principe de la permanence. C'est déjà une divergence de vues au sujet du terme à donner aux traités, que le Japon eut voulu très court, à laquelle on attribue la rupture des conférences de Tokio en 1882. Le traité français de 1896 (en-

(1) *Arch. dipl.*, 1897, t. IV, p. 345.

tré en vigueur en 1899), n'a été lui-même conclu que pour douze ans. Bien que ce soit là le terme généralement adopté dans les traités, surtout ceux qui contiennent des dispositions relatives au commerce, son arrivée posera au Japon des questions qu'elle n'eût point fait poser ailleurs. Quoi qu'il en soit de l'avenir, nous pouvons retenir ce fait que les concessions étrangères, supprimées administrativement en ce sens qu'elles ont été rattachées aux municipalités indigènes, n'en continuent pas moins à exister d'une façon théorique.

Quant au droit d'expulsion, il n'est pas encore, que nous sachions, réglé par une loi. Mais cela ne veut nullement dire que le Japon s'interdise d'expulser un étranger.

A Formose, qui est régie par un droit à part, la situation est un peu différente. L'expulsion des étrangers est prévue et réglementée par l'arrêté du gouvernement de Formose du 16 juillet 1899. Mais en fait, les étrangers qu'il concerne sont surtout des Chinois.

L'extradition est réglée par l'ordonnance impériale, n° 42, d'août 1887. Le Japon a signé peu de traités d'extradition. On peut toutefois signaler celui du 29 avril 1886 avec les Etats-Unis.

Le Japon, en principe, n'admet pas l'extradition de ses nationaux. L'ordonnance qui règle l'extradition (ordonnance n° 42, d'août 1887), donne, en effet, de

l'extradé, une définition qui exclue les Japonais, « c'est l'individu, *hors les sujets japonais*, accusé, dénoncé ou condamné... (art. 1^{er}, al. 3).

Mais cette non-extradition des nationaux peut fléchir devant le texte des traités, pourvu toutefois qu'il y ait réciprocité (même texte, art. 1^{er}, al. 3). On en trouve un exemple dans le traité signé avec les Etats-Unis le 29 avril 1886.

Toutefois, en ce qui concerne le marin japonais déserteur, aucune exception n'est admise. Cela résulte des dispositions formelles de la loi, n° 68, de mars 1899, article 2, que nous retrouvons aussi dans les traités, par exemple dans la convention consulaire japoно-belge, signée à Bruxelles le 22 décembre 1896 et dans l'article 17 du traité français.

Administration de la justice. — L'article 1^{er}, al. 3, du traité français stipule : « ...Ils auront libre et facile accès auprès des tribunaux de justice, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits en toute instance et à tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres de choisir et d'employer dans toutes les circonstances les légistes, avoués, avocats, et agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos, et jouiront sous ce rapport des mêmes droits et privilèges qui sont ou seront accordés aux nationaux ».

Il pourra se faire qu'un étranger possède la capacité d'ester en justice au Japon de par les lois japo-

naïses alors qu'il ne la possède pas dans son pays (code de procédure civile japonais, art. 44).

La caution *judicatum solvi* est exigée des étrangers demandeurs principaux ou intervenants (code de procédure civile, art. 88). Ce principe comporte quatre exceptions :

- 1° En cas de réciprocité diplomatique ou législative ;
- 2° En matière commerciale ;
- 3° En cas de demande reconventionnelle ;
- 4° En cas de procès intenté à la suite d'une sommation publique (code de procédure civile, art. 88).

Sous condition également de réciprocité diplomatique ou législative les étrangers peuvent demander aux tribunaux l'assistance judiciaire (code de procédure civile, art. 92).

C'est peut-être ici, en matière de justice plus qu'ailleurs, qu'il conviendrait de rappeler l'adage « *quid leges sine moribus* ». Faute de renseignements plus précis, nous ne pouvons guère que citer le nom de deux affaires où des étrangers étaient en cause et qui causèrent un vif émoi dans les colonies européennes établies au Japon. Ce sont les affaires Kent et Chifford Wilkinson (1). Sur cette dernière cependant, M. Chamberlain, l'une des autorités les plus sûres en ce qui concerne le

(1) Chamberlain, *Things Japanese*.

Japon où il a séjourné longtemps et occupé d'importantes fonctions, nous donne quelques renseignements. Un étranger, qui possède une marque d'eau minérale, attaque des Japonais qui contrefont sa marque. Les juges refusent de prendre des mesures pour empêcher les contrefacteurs de contrefaire cette marque en se fondant sur ce que c'est l'hiver et qu'en cette saison on consomme peu d'eau minérale !

Mais à d'autres égards, il convient de remarquer que la magistrature, recrutée en grande partie par la voie du concours (1) et de plus inamovible, présente les garanties les plus sérieuses d'impartialité et de savoir. Le célèbre Ooka, qui fut le Salomon japonais, trouve certainement plus d'un imitateur dans les tribunaux d'aujourd'hui.

La loi sur l'organisation judiciaire promulguée le 2 février 1890 a en plus d'un point dépassé ses modèles européens. Enfin, si, au Japon, le jury n'existe pas, l'absence de cette institution est considérée par les étrangers plutôt comme une garantie de plus. Ceux-ci ont plus à attendre de juges éprouvés que de la population elle-même, parfois encore sujette à des sentiments xénophobes.

(1) Des professeurs de facultés de Droit peuvent être nommés magistrats, sans passer le concours d'entrée dans la magistrature, mais ils ont passé par un autre concours, celui de l'Université.

Ce qu'on a surtout reproché aux tribunaux japonais, ce sont leurs délais. En 1901, la Chambre de commerce de Yokohama a publié comme annexe à son rapport annuel un mémoire spécial sur cette question. Le remède que préconise en même temps la Chambre de commerce consisterait dans l'institution de tribunaux d'arbitrage qui fussent capables par l'intégrité et l'intelligence de leurs membres d'inspirer la confiance la plus complète aux intéressés. Les sentences seraient délivrées sous le sceau de la Chambre. La force exécutoire leur serait conférée par l'enregistrement auprès des tribunaux japonais compétents (1). Mais il convient de rappeler à ce sujet que l'institution, là où elle a été essayée, par exemple en Angleterre en vertu de la loi du 26 août 1899, n'a pas donné des résultats entièrement satisfaisants. « Quelque louables que soient ces efforts, l'arbitrage ne peut avoir lieu que du consentement des parties adverses. En fait, il ne s'exerce guère que pour solutionner des litiges qui s'élèvent entre gens de même profession. Enfin, ces chambres d'arbitrage sont entièrement

(1) Cf. M. Ed. Clavery dans sa remarquable *Etude sur les Etrangers au Japon et les Japonais à l'étranger*, *Revue générale d'Administration*, 1904, t. I. On verra aussi un ancien projet d'arbitrage indiqué dans le *Journal de dr intern. privé et de législ. comp.*, 1875, p. 235 (article anonyme sur *l'exterritorialité et les tribunaux mixtes dans l'Extrême-Orient, particulièrement au Japon*).

composées de commerçants, l'élément juridique y fait défaut » (1).

Liberté de conscience. — L'article 28 de la Constitution publiée le 28 février 1889 accorde au Japon « la liberté religieuse, pourvu que l'ordre public ne soit pas troublé ». L'article 2 du traité français assure aux étrangers non seulement la liberté de conscience mais encore celle du culte, « ...une entière liberté de conscience, et pourront, en se conformant aux lois, ordonnances et règlements du pays, élever des églises, se livrer à l'exercice public et privé du culte. »

L'article est assez net et l'on comprend que le ministre des Affaires Etrangères se soit refusé à demander au Japon la note interprétative qu'eussent désiré obtenir quelques membres du Parlement. Il aurait fallu, disaient-ils, spécifier qu'en aucun cas ces mots « lois, ordonnances et règlements du pays » ne pourraient s'entendre de prescriptions législatives ou réglementaires de nature à entraver le libre exercice du culte. Cet amendement eut d'ailleurs difficilement été conciliable avec les droits de la souveraineté locale. Le Japon a usé de la faculté de réglementer qui lui était reconnue. L'arrêté n° 41 de juillet 1899 du ministre de l'Intérieur ordonne à toutes les personnes prêchant une religion de faire aux autorités locales

(1) Picarda, *Précis de législations commerciales*, p. 196.

une déclaration sur le nom de la religion qu'ils entendent prêcher, sur les moyens de la prédication, ainsi que sur les établissements religieux.

Sans doute, le christianisme n'a pas exactement les mêmes statuts que le shintoïsme et le bouddhisme. Ces religions ont été déclarées nationales et jouissent comme telles d'un certain nombre de privilèges. C'est ainsi par exemple que la personnalité civile est reconnue à leurs établissements. En 1899, il a été question d'accorder la même situation privilégiée au christianisme. La tentative échoua par suite de l'opposition faite par les bouddhistes encore très influents. Mais s'il n'a pas conquis une situation privilégiée au point de devenir religion nationale, le christianisme n'en a pas moins conservé la situation d'entière liberté que la Constitution promettait à tous les cultes. « Depuis que la liberté religieuse a été accordée par la Constitution, on ne peut pas citer une loi ni un procédé du gouvernement japonais ayant pour but de retirer, de restreindre ou de contrarier cette liberté » (1).

Liberté de la presse. — Les étrangers sont sous le régime du droit commun, c'est-à-dire qu'ils peuvent être rédacteurs, imprimeurs, et même gérants d'un journal à la condition d'être domiciliés dans l'Empire.

(1) M. Ligneul, prêtre des Missions Etrangères de Paris, missionnaire à Tokio, dans *Journal du droit international privé et de la jurisprudence comparée*, Clunet, 1904, p. 658, 660.

Le tout sous réserve des exigences de l'ordre public et des bonnes mœurs (1).

C'est ici l'un des points sur lesquels les étrangers ont gagné au nouvel ordre de choses. Le journalisme était interdit aux étrangers lorsqu'ils étaient justiciables de leurs consuls. Devenus justiciables des tribunaux japonais, ils ont vu lever cette prohibition.

Liberté de réunion et d'association. — Les étrangers sont régis par le droit commun, sauf la restriction prévue par l'article 6 de la loi 36 de 1900, qui interdit aux étrangers de devenir membres d'une association politique et organisateurs d'une réunion politique ayant pour but de grouper le public.

Liberté d'enseignement. — Aucune disposition exceptionnelle. Une controverse s'est élevée sur le point de savoir si l'enseignement primaire est obligatoire pour les étrangers au même titre que pour les Japonais. La législation est muette sur ce sujet. Dans la pratique, on applique la négative. Les étrangers sont largement admis à donner l'enseignement dans les écoles japonaises, même publiques.

C'est ainsi qu'on en trouve à l'Université, dans les écoles militaires et dans plusieurs casernes (2).

Notons surtout que l'étranger, au même titre que

(1) Loi n° 75 de 1887, art. 21 ; loi n° 15 de 1893, art. 20 ; loi n° 5 de 1899, art. 6.

(2) Cf. Ligneul, *loc. cit.*, p. 660.

les éducateurs indigènes, peut faire bénéficier ses élèves japonais, durant le temps des études scolaires, du privilège de sursis d'appel sous les drapeaux (1).

Liberté du travail et du commerce. — Aux termes de l'article 4 du traité franco-japonais, les étrangers peuvent exercer « toute espèce d'industrie ou de métier, faire le commerce, tant en gros qu'en détail, de tous produits, objets fabriqués ou manufacturés, de tous articles de commerce licite, soit en personne, soit par leurs agents, seuls ou en entrant en société commerciale avec des étrangers ou avec des nationaux ; ils pourront y posséder, louer même par bail emphytéotique et occuper les maisons et boutiques qui leur seront nécessaires, louer des terres, les prendre à bail emphytéotique, à l'effet d'y résider et d'y exercer leur profession ; le tout, en se conformant comme les nationaux eux-mêmes et les ressortissants de la nation la plus favorisée aux lois et règlements des pays respectifs. Il est entendu qu'en tout ce qui concerne l'agriculture et le droit de propriété sur les biens immobiliers, les Français au Japon et les Japonais en France jouiront du même traitement que les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée ».

Une controverse s'est élevée au sujet de cet article.

(1) Cf. Nagaoka, *loc. cit.*, 1904, p. 1226.

De ce qu'il excluait les étrangers de la propriété du sol, devait-on conclure que ceux-ci ne pouvaient non plus cultiver la terre. Ces inquiétudes se sont manifestées au Parlement français lorsque le traité a été présenté à son approbation. Le ministre des Affaires Etrangères les a dissipées en disant que le droit d'exercer leurs « professions » accordé aux étrangers sur les terres louées était compréhensif. Le terme employé était générique et comprenait l'agriculture au même titre que les autres « professions ». Nous ne savons si cette interprétation est celle du gouvernement japonais. Il faut avouer que si le gouvernement japonais adoptait une interprétation restrictive, le gouvernement français lui a donné des armes. Aussitôt après avoir affirmé que l'article 4 précité n'interdisait pas aux étrangers la profession agricole, le ministre des Affaires Etrangères a ajouté à titre de correctif : « il n'est pas à prévoir, *ni d'ailleurs à souhaiter*, que des agriculteurs français émigrent au Japon ». Nous savons, d'autre part, que, en fait, les étrangers ne peuvent se livrer à l'agriculture au Japon (1).

A propos de travail et de commerce, il convient de rappeler ici ce que nous avons dit des ouvriers ressortissants de puissances qui n'ont pas de traités avec

(1) Cf. article de M. Charles Pettit, correspondant du *Temps*.
Le *Temps*, 12 octobre 1904.

le Japon : pour eux, les concessions étrangères existent encore et ils y sont, théoriquement du moins, confinés, comme dans le droit ancien.

En ce qui concerne les professions libérales, il suffit de dire ici que le barreau est réservé aux étrangers. Mais les médecins étrangers peuvent exercer au Japon, s'ils ont subi les examens exigés par la loi ou s'ils ont reçu l'autorisation spéciale du ministère de l'Intérieur.

Navigation. — Il est enfin une sorte de travail et de commerce à laquelle le traité français a consacré plusieurs articles spéciaux : c'est l'industrie des transports maritimes et la pêche. On n'y trouve, pas plus que dans les lois relatives à ces questions, de dispositions anormales. Signalons seulement pour mémoire que le cabotage entre Oçaka, Niigata et Ehisuminato est réservé aux nationaux (traité français, art. 12) et qu'il est tenu compte de la nationalité pour l'attribution des primes (loi n° 40 de février 1905). N'en bénéficient que les Japonais ou les personnes morales formées de Japonais (1). Cette dernière disposition qui n'a rien d'anormal en elle-même provoquera cependant quelque étonnement si nous la rapprochons de certains autres textes. Nous verrons, en effet, dans la suite de ce travail, que la nationalité

(1) Lois n° 15 et n° 16 de mars 1896.

d'une société est indépendante de celle de ses membres. Comment, dès lors, faire des différences entre sociétés qui toutes sont japonaises et comment saurait-on exciper de l'extranéité de leurs membres pris individuellement.

Lois de police, de sûreté et impôts. — L'impôt du sang ne frappe que les Japonais : eux seuls sont appelés à servir sous les drapeaux. Cela résulte de la loi n° 1 de janvier 1889 et des traités : « Ils ne seront astreints à aucun service obligatoire, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales » (traité français, art. 3). L'exemption va même plus loin : « Ils seront exemptés de toutes contributions imposées aux lieu et place du service personnel, de tous emprunts forcés et de toute autre contribution extraordinaire de quelque nature que ce soit » (traité français, art. 3).

La guerre russo-japonaise a fait naître une controverse à ce sujet. Voici ce que nous dit M. Pettit, correspondant du *Temps* (1) : « Bien qu'il ait été spécifié par les nouveaux traités que les étrangers n'auraient pas à supporter les taxes de guerre, les impôts supportés par lesdits étrangers ont pourtant été presque doublés, ce qui revient au même que de payer des taxes extraordinaires. »

(1) Le *Temps*, 12 octobre 1904.

Cette critique nous paraît un peu exagérée. On ne saurait, croyons-nous, comparer des impôts à des taxes de guerre. En poussant cette comparaison à l'extrême on arriverait à soustraire les étrangers à tous les impôts, ceux-ci étant le plus souvent et même en temps de paix absorbés par des dépenses militaires. Appelés à profiter des avantages offerts par les lois japonaises non moins que de la sécurité plus grande due au succès des armes impériales, les étrangers ne sauraient trouver mauvais de contribuer aux charges qui en résultent. Le principe philosophique que le droit n'est que la contre-partie d'un devoir est ici corroboré par l'adage de nos anciens jurisconsultes : *ubi emolumentum, ibi onus*.

Il convient aussi de rappeler à ce sujet l'article 2 du traité entre le Japon et l'Autriche-Hongrie ainsi conçu : « Sont toutefois exceptées, les charges qui sont attachées à la possession d'un bien-fonds, ainsi que les prestations et réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles, en tant que la possession d'un bien-fonds ou d'un immeuble sera permise » (1).

Les étrangers sont également exemptés des impôts

(1) Traité du 5 décembre 1897, Reichsgesetzblatt, 1898, n° 218, p. 423.

sur les maisons construites dans les anciens quartiers étrangers ou « concessions européennes ». Cela résulte à la fois de l'article 21 du traité français et de l'interprétation qui lui a été donnée dans la sentence arbitrale de La Haye du 22 mai 1905.

L'article 21 du traité français est formel sur ce point : « Le gouvernement français donne, en ce qui le concerne, son adhésion à l'arrangement suivant : Les divers quartiers étrangers qui existent au Japon seront incorporés aux communes respectives du Japon et feront dès lors partie du système municipal du Japon.

« Les autorités japonaises compétentes assumeront en conséquence toutes les obligations et tous les devoirs municipaux qui résultent de ce nouvel état de choses, et les fonds et biens municipaux qui pourraient appartenir à ces quartiers seront de plein droit transférés auxdites autorités japonaises.

« Lorsque les changements ci-dessus indiqués auront été effectués, les baux à perpétuité en vertu desquels les étrangers possèdent actuellement des propriétés de cette nature ne donneront lieu à aucun impôt, taxes, charges, contributions ou conditions quelconques autres que ceux expressément stipulés dans les baux en question. Il est entendu toutefois qu'aux autorités consulaires dont il est fait mention seront substituées les autorités japonaises.

« Les terrains que le gouvernement japonais aurait concédés exempts de rentes, vu l'usage public auquel ils étaient affectés, resteront, sous la réserve des droits de l'autorité territoriale, affranchis d'une manière permanente de tous impôts, taxes et charges ; et ils ne seront point détournés de l'usage auquel ils étaient primitivement destinés ».

Si claires que pussent être les dispositions de cet article, elles ne devaient pas tarder à donner lieu à des gloses contradictoires. Le malentendu venait de ce que par « propriétés actuellement possédées en vertu des baux perpétuels » le gouvernement japonais entendait seulement les terrains, à l'exclusion des constructions y érigées. Les étrangers entendaient au contraire à la fois les terrains nus et les constructions. Cette divergence de vues reposait elle-même sur la divergence des législations japonaise et étrangères en ce qui concerne les immeubles. La coutume japonaise ne connaissait pas le droit d'accession et le code civil avait consacré ce point de vue (1). Les lois fiscales

(1) « Au Japon, les maisons et les terrains sur lesquels celles-ci sont bâties appartiennent rarement au même propriétaire. Le maître de la maison paie une rente au maître du sol pour demeurer sur son emplacement, et quand le maître du sol veut jouir à son tour de son emplacement, le maître de la maison est forcé non pas seulement de déloger, mais de transporter sa maison ailleurs. Il est assez fréquent de rencontrer, par les rues, des maisons qui, de toutes pièces, s'en vont ainsi à un autre endroit ». Ligneul, *loc. cit.*, p. 659.

étaient basées sur la même distinction entre terrains et constructions. Les impôts frappant le sol et les constructions sont entièrement différents quant à leur assiette et quant à leur destination. La thèse japonaise, qui pouvait tirer un premier argument de la législation interne, put bientôt en tirer un autre de l'assentiment des Etats-Unis, qui ne tardèrent pas à se prononcer en faveur de l'opinion soutenue par le Japon.

Toute différente fut l'attitude des autres puissances intéressées, de l'Allemagne, de la France et de la Grande-Bretagne. Sans doute, elles partageaient l'émotion de leurs ressortissants des « settlements ». Ceux-ci acceptaient difficilement l'idée de voir frapper des quartiers qui, après avoir été uniquement construits par eux sur la foi des traités, n'avaient cessé depuis de contribuer puissamment à l'essor du Japon moderne. Mais tout en comprenant ces raisons en quelque sorte de sentiment, les gouvernements étrangers pouvaient appuyer leurs protestations sur des arguments plus juridiques et les fonder sur la lettre même des traités, considérée comme loi suprême dans une question de cet ordre. L'entente n'ayant pas pu s'établir sur cette question, le Japon, d'une part, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, de l'autre, convinrent de soumettre le litige à l'arbitrage. Le tribunal appelé à exercer ce droit de haute justice inter-

nationale était composé de Son Ex. M. Itchiro Motono, ministre du Japon à Paris, de M. Renault, membre de l'Institut, jurisconsulte du ministère des Affaires Etrangères de France, de M. Greger Gram, ancien ministre d'Etat de Norvège.

Il n'entre pas dans le plan de cette étude de suivre le détail de cette cause. Nous ne pouvons ici qu'en indiquer le résultat, tel qu'il influe sur la condition juridique des étrangers au Japon. La sentence a été contraire aux prétentions japonaises et c'est donc l'interprétation européenne indiquée plus haut, qui fait désormais dans cette question la loi des parties.

Mais il convient de remarquer cependant, d'une part, que M. Motono, dont l'opinion était restée favorable à la thèse de son gouvernement, tint à déclarer son dissentiment, d'autre part, que certains publicistes japonais semblent vouloir tirer de cette sentence une conséquence inattendue. Pour eux, l'état de choses consacré par les baux perpétuels dérivait de ce que le Japon ne voulait point reconnaître aux étrangers le droit de propriété sur le sol. La conclusion de cette théorie se dégage d'elle-même : si ces deux faits sont en corrélation, le maintien de l'ancien régime des baux aura pour contre-partie le maintien de la législation restrictive en matière de propriété. Ce résultat serait d'autant plus grave, que le Japon, comme nous aurons l'occasion de le voir plus en détail dans la

suite de ce travail, a formellement, pendant le cours des négociations relatives aux traités, entretenu chez les étrangers l'espoir de voir rapporter les lois restrictives en matière de propriété foncière. La thèse que nous venons d'indiquer tend à faire de leur succès sur la question des impôts la rançon de leur défaite sur la question de la propriété foncière.

Nous ne saurions terminer ce chapitre un peu sombre des impôts sans reconnaître le libéralisme avec lequel le gouvernement japonais traite certains établissements étrangers. Dans l'espèce présente, il s'agit des églises. « A s'en tenir strictement à la loi, les églises ne sont pas exemptes d'impôts, néanmoins, presque partout maintenant elles sont exemptées par faveur ; et même en plusieurs villes, la maison du prêtre l'est également parce qu'elle est regardée comme inséparable de l'église » (1).

Droits politiques. — Les lois japonaises ne présentent rien d'exceptionnel en excluant les étrangers de la plupart des fonctions publiques.

Nationalité et naturalisation. — Mais cette exclusion donne cependant un intérêt spécial à la question de savoir qui est japonais et qui est étranger. Sans reproduire *in extenso* la loi n° 66 de mars 1899 sur la nationalité qui est le siège de la matière, nous en

(1) Cf. Ligneul, *loc. cit.*, p. 659.

analyserons les points essentiels (1). Ils suffiront à nous montrer que la législation japonaise qui, par ailleurs, met des obstacles à l'entrée et surtout au séjour des étrangers, ne met ici aucun obstacle à leur absorption dans la population indigène.

La nationalité est considérée comme pouvant être indépendante de la race. Les étrangers se voient accorder de nombreux moyens de l'acquérir et cela qu'ils soient des enfants (art. 3 et 4), ou bien même des adultes. Tandis que le mot « asiatique » qui décèle des préoccupations relatives à la race a été lancé dans les débats des Chambres françaises, lors des discussions relatives au traité de 1896, le législateur japonais est resté étranger à des préoccupations pareilles. Ce ne sont pas seulement des enfants qui ont vocation à devenir japonais, la femme étrangère acquiert aussi la nationalité japonaise lorsqu'elle épouse un Japonais (art. 5), ou lorsque son mari étranger acquiert la nationalité japonaise (art. 13) ; mais elle ne saurait être naturalisée à moins qu'elle ne le soit avec son mari (art. 8). L'enfant naturel reconnu par son père ou par sa mère japonais devient japonais (art. 5). L'étranger peut aussi acquérir la nationalité japonaise par naturalisation et à cette naturalisation ne sont mises au-

(1) Traduite avec quelques notes par le Dr Cahn, ancien conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Tokio, dans *Zeitschrift f. priv. u. Strafrecht*, t. IX, 1899, p. 356.

cunes conditions difficiles, d'âge par exemple. Il doit même être âgé de plus de vingt ans (art. 7, al. 2), ce qui prouve que, même à l'âge d'homme, un étranger est considéré comme capable de se fondre dans la population indigène. Cette naturalisation, une fois acquise, l'étranger peut prendre part à la vie publique, sauf quelques restrictions relatives à l'éligibilité qui ne sauraient cependant l'empêcher de se considérer comme un vrai citoyen (art. 16). Une autre voie pour acquérir la nationalité est ouverte par l'adoption.

Il est un autre moyen par lequel les étrangers peuvent acquérir la nationalité japonaise et qui mérite quelques remarques. C'est lorsqu'il devient le « ninbou » d'une japonaise (art. 5).

Le mariage « ninbou » est le mariage d'une femme, chef de famille, avec un homme qui, de ce fait, entre dans la famille et en devient même le chef, à moins de disposition contractuelle contraire.

Pour apprécier le libéralisme de cette disposition, il faut se rappeler qu'au Japon certains traits de l'organisation ancienne de la famille ont été conservés dans le nouveau code civil. Au point de vue des biens, la famille est, en général, régie par des lois **analogues** à celles de l'Occident, mais au point de vue des personnes, il en est différemment. Le code nouveau a conservé une organisation traditionnelle qui, par certains côtés, ressemble à celle de la « gens » et fait en

quelque sorte du chef de famille le pontife d'un culte privé. On comprend, dès lors, l'influence que cette situation peut donner et on mesure par là tout le libéralisme d'une législation qui l'a ouverte à l'étranger. Il est vrai que le législateur japonais y a mis quelques conditions spéciales, comme l'autorisation du ministre de l'Intérieur. Les conditions exigées de l'étranger qui prend la nationalité japonaise par le mariage ninbou se trouvent énumérées dans la loi n° 21 de juillet 1898.

Ce sont là, croyons-nous, les dispositions les plus intéressantes pour les étrangers, bien que d'autres moyens d'acquérir la nationalité leur soient encore ouverts.

Avant de terminer cet exposé sur la nationalité, il convient de se demander quelle est la situation de l'étranger qui, ayant acquis la nationalité japonaise, vient à divorcer. La fréquence des divorces, en quelque sorte encouragée par la loi — celle-ci admet le divorce par consentement mutuel — donne un intérêt spécial à cette question. L'article 17 de la loi n° 66 de mars 1899 sur la nationalité, prévoit ce cas et le résout comme suit : « L'individu qui a acquis la nationalité japonaise par le mariage ou l'adoption, ne la perd pas par le divorce ou par la dissolution de l'adoption, à moins qu'il n'acquière la nationalité d'un autre pays. »

DROIT PRIVÉ

L'article 2 du code civil japonais contient la théorie générale du droit international privé.

Il porte que « les étrangers ont la jouissance des droits privés, à l'exception de ceux qui leur sont refusés par les lois et ordonnances et par les traités ».

Cet article appelle quelques remarques. Il y aurait à intérêt à savoir si la jouissance est prise ici par opposition à l'exercice. On peut, en effet, avoir la jouissance d'un droit et ce même droit peut être limité au point de vue de l'exercice. Les limitations apportées à l'exercice d'un droit peuvent équivaloir dans la pratique à une négation du même droit.

Il y aurait aussi intérêt à savoir ce qu'il faut entendre par ordonnances et si, dans l'élaboration de ces ordonnances, l'administratif n'est pas substitué au législatif, ce qui pourrait dans certains cas favoriser l'arbitraire et diminuer les garanties dont est entouré le séjour des étrangers. La pénurie des documents accessibles ne nous a pas permis de résoudre ces

points. Toutefois, il n'était pas inutile, croyons-nous, tout au moins de poser la question.

Il convient aussi de noter que l'article 2 du code civil japonais accorde la jouissance des droits civils aux étrangers sans condition de réciprocité diplomatique ou législative et sans faire de distinction entre étrangers admis ou non admis à domicile. Sans doute, certaines dispositions du code ou des lois postérieures font varier la loi applicable à l'étranger suivant qu'il est ou non domicilié. Il en est ainsi, par exemple, de l'article 23 de la loi Horéi, du 15 juin 1898 : « La tutelle est régie par la loi nationale du pupille. Pour un étranger qui a son *domicile* ou sa résidence au Japon, la tutelle est régie par la loi du Japon pourvu que la cause de la tutelle existe d'après la loi nationale et qu'il n'y ait personne pour constituer la tutelle. Il en est de même si cet étranger a été interdit au Japon ». Mais il s'agit ici d'un simple domicile de fait, qui n'a rien de commun avec ce que les jurisconsultes français désignent en parlant de « l'admission à domicile ». C'est par là que la théorie du droit international japonais se différencie de celle contenue dans les articles 11 et 13 du code civil français. « L'étranger jouira en France des mêmes droits civils que ceux qui sont ou seront accordés aux Français par les traités de la nation à laquelle cet étranger appartiendra (art. 11, code civil français).

Il convient toutefois de faire remarquer, à propos de cet article 11, que l'une des trois interprétations qui en ont été données le rapprocherait du système japonais. Dans l'interprétation à laquelle nous faisons allusion, l'étranger jouirait en France de tous les droits privés qui appartiennent aux Français, sauf exceptions. L'exclusion de l'étranger des droits privés serait non la règle mais l'exception. C'est là, précisément, le système qu'a consacré le législateur japonais.

L'étranger qui aura été autorisé par décret à fixer son domicile en France, y jouira de tous les droits civils (loi du 26 juin 1889, incorporée dans l'art. 13 du code civil français).

La différence, croyons-nous, est à l'avantage du code civil japonais, empreint d'un libéralisme plus grand. Mais la date même de la modification de l'article 13 du code civil (loi du 26 juin 1889), qui est celle de la réorganisation de notre système militaire, donne l'explication de ce fait. Préoccupé par la diminution croissante qui se manifestait dans le taux de la natalité, le législateur français a voulu pousser les étrangers à la naturalisation. C'est dans ce but qu'il ne leur a accordé le bénéfice des droits civils, à défaut de réciprocité diplomatique ou législative, que lorsqu'ils témoignaient par une demande d'admission à domicile du désir de devenir un jour Français. Cette

préoccupation n'existait pas dans la pensée du législateur japonais, celui-ci a pu se montrer plus libéral.

Avant d'étudier les différents droits privés des personnes physiques et juridiques étrangères au Japon, il convient, croyons-nous, de rapprocher de l'article 2 précité, la loi japonaise qui complète la théorie du droit international privé. C'est une loi postérieure à la promulgation du code civil puisqu'elle porte le n° 10 du 15 juin 1898 et elle forme comme un petit code à part destiné à régir principalement les conflits de lois ainsi qu'à déterminer la capacité des étrangers.

Remarquons, d'ailleurs, à ce sujet que ce n'est pas le seul cas où se manifeste la tendance du législateur japonais à faire en quelque sorte un code spécial pour régler des questions spéciales. C'est ainsi, par exemple, que de la faillite il a formé un petit code à part qui n'est ni le code civil, ni le code commercial, mais « applicable à la fois en matière civile et en matière commerciale » (1).

Cette loi n° 10 du 15 juin 1898, est mieux connue sous le nom de loi Horei (lois et règles). Cette loi contient trente articles. Le premier, relatif à la date de la mise en vigueur, ne présente plus d'intérêt actuellement. Le deuxième mérite d'être noté en ce qu'il con-

(1) *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1898, p. 484, communication de M. Tomii.

sacre dans certains cas la force juridique des usages et des coutumes : « Des usages qui ne portent pas atteinte à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, produisent les mêmes effets que les lois, s'ils sont reconnus par des dispositions de lois et ordonnances ou s'il n'y a pas de dispositions légales sur ces objets », article qui est d'ailleurs à rapprocher de l'article 92 du code civil japonais sous lequel nous trouvons : « dans le cas où il existe des usages dérogeant à certaines dispositions des lois et ordonnances qui ne se réfèrent pas à l'ordre public, on doit se conformer à ces usages, s'il apparaît que les parties ont eu la volonté de les suivre ». La connaissance des usages étant sans doute plus difficile pour les étrangers que celle des lois, cet article présente pour eux, croyons-nous, un intérêt spécial.

Mais ce qui offre surtout de l'intérêt, ce sont les articles 3 à 30 de la loi Horéï précitée. Voici les principes essentiels qu'ils consacrent :

Personnalité. — Il est plusieurs matières dans lesquelles la personnalité des lois l'emporte sur la territorialité. On a justement remarqué que c'est dans les pays où l'influence féodale était le plus considérable, que la territorialité l'a emporté à cause de l'importance de l'élément foncier dans ces pays. Pour apprécier à sa juste importance l'introduction du principe de la personnalité dans la loi japonaise, il convient de

se rappeler que la féodalité existait récemment encore au Japon et qu'elle n'a été abolie qu'après la Révolution de 1868. On peut mesurer par là tout le chemin que le Japon a parcouru en avant.

Ce principe de la personnalité a été consacré dans les matières relatives à la capacité. « La capacité d'une personne est régie par les lois de l'Etat auquel appartient cette personne » (loi Horéi, art. 3). C'est la personnalité encore dans les matières relatives aux droits de famille, notamment pour le mariage. Les conditions intrinsèques sont déterminées pour chacun des futurs époux par leur loi nationale : « Les conditions nécessaires pour l'existence du mariage se règlent par rapport à chacun des futurs époux, d'après leur loi nationale (loi Horei, art. 13). Il en est de même dans les matières relatives aux droits de succession : « Les successions *ab intestat* ou testamentaires sont régies par la loi nationale du défunt ou du testateur ». « La succession est régie par la loi nationale du défunt » (loi Horéi, art. 25).

Mais dans toutes ces matières, la règle de la personnalité, bien qu'appliquée en principe, souffre quelques exceptions. Voici quelques exemples de celles qui ont une importance plus particulière pour les étrangers. Un étranger même incapable d'après sa loi nationale et qui accomplit au Japon un acte juridique est considéré comme capable pour cet acte s'il l'est

suivant les lois japonaises, mais à l'exclusion toutefois des actes juridiques qui se réfèrent soit aux droits de famille, soit aux droits de succession, soit aux actes juridiques relatifs aux immeubles qui sont situés à l'étranger (loi Horéi, art. 3).

Il est une autre exception au principe de la personnalité tel qu'on l'applique dans les matières relatives aux droits de famille et spécialement au mariage. On trouve cette exception dans l'hypothèse du mariage « ninbou ». En effet, lorsqu'un étranger épouse une femme japonaise, chef de famille, il perd sa nationalité étrangère et acquiert celle du Japon (loi de 1898 sur la nationalité, art. 5, al. 1). Ce n'est pas alors sa loi nationale, celle qu'il avait au moment du contrat, qui régit celui-ci.

Enfin, en matière testamentaire, la loi japonaise, qui applique le principe de la personnalité, le tempère en admettant que les formalités du testament soient régies par la loi du lieu où il est rédigé, par application de la règle *locus regit actum* (loi Horéi, art. 26). Rappelons toutefois que la règle *locus regit actum* admise ici n'est pas appliquée en toute matière. Elle n'est admise que comme règle facultative et supplémentaire et ne l'est que pour les droits personnels. Dès qu'il s'agit d'un acte concernant l'établissement ou la disposition d'un droit réel, cette règle est reje-

tée et on tombe sous l'empire de la *lex rei sitæ* (loi Horéi, art. 8).

Outre les exceptions au principe de la personnalité que nous avons déjà rencontrées, on peut encore citer celles qui viennent de la *lex fori*. C'est ainsi, par exemple si la loi nationale de l'étranger est consultée pour déterminer si telle personne peut ou non être interdite, les effets de l'interdiction sont cependant déterminés par la *lex fori* (loi Horéi, art. 4). Et il en est de même pour la quasi-interdiction (loi Horéi, art. 5).

Une autre exception au principe de la personnalité existe à l'encontre de ceux qui ont leur domicile ou leur résidence au Japon. Mais il faut rappeler ici ce que nous avons dit au sujet du domicile. Il s'agit du domicile de fait et nullement de ce qu'entendent les jurisconsultes français lorsqu'ils parlent de l'admission à domicile. Voici un exemple de l'influence du domicile sur la personnalité de la loi. Bien que la loi nationale soit consultée pour déterminer si telle personne peut être interdite, les tribunaux japonais peuvent prononcer l'interdiction d'un étranger qui a son domicile ou sa résidence au Japon pourvu qu'il existe une cause d'interdiction d'après la loi japonaise (loi Horéi, art. 4).

Enfin la règle de l'autonomie de la volonté peut aussi apporter des restrictions au principe de la personnalité (loi Horéi, art. 7).

Après avoir ainsi traité des conflits auxquels donnent lieu les dispositions générales du code civil, la loi Horéi, qui d'ailleurs suit l'ordre de ce code, traite successivement des droits réels (art. 10), des droits de créance (art. 11 et 12), des droits de famille (art. 13-24) et des successions (art. 25 et 26).

En ce qui concerne les droits de famille et les successions, il nous suffira de renvoyer à ce que nous en avons dit incidemment en parlant de la personnalité. Nous nous bornerons donc maintenant à donner quelques indications sur les droits réels et les droits de créance.

En ce qui concerne les droits réels, on applique la *lex rei sitæ* (art. 10). C'est la *lex loci*, loi du lieu où le fait s'est produit, qu'on applique lorsqu'il s'agit d'un quasi-contrat, d'un délit ou d'un quasi-délit. Toutefois, il faut combiner ce principe avec celui résultant de la *lex fori* : il faut que les lois japonaises aussi déclarent le fait illicite. On ne peut d'ailleurs exiger de dommages-intérêts ou de réparations plus considérables que ceux qui sont accordés par la loi japonaise (loi Horéi, art. 11). C'est la loi du domicile du débiteur qu'on applique pour déterminer les effets de la cession de créance aux tiers (loi Horéi, art. 12).

Après avoir ainsi suivi l'ordre du code civil japonais, la loi Horéi termine par quelques prescriptions complémentaires :

a) Sur la détermination des lois nationales (art. 27 et 28).

La personnalité de la loi peut faire naître cette question : *Quid* du cas où l'étranger aurait une double nationalité ? La loi nationale, dit l'article 27, doit être en ce cas celle de la nationalité qu'il a acquise le plus récemment. Notons toutefois que si l'une des nationalités est la nationalité japonaise, on applique la loi du Japon.

b) Sur la théorie du renvoi (art. 29).

L'application du principe de la personnalité peut faire naître une autre question. *Quid* du cas où la loi nationale de l'étranger que le Japon accepte d'appliquer renvoie elle-même à la loi japonaise ? On applique alors la loi japonaise. C'est la théorie allemande du *Rückverweisung*, ce que l'on appelle en France le renvoi, qui est ainsi consacrée par l'article 29.

c) Sur l'ordre public (art. 30).

L'application du principe de la personnalité est enfin subordonnée aux exigences de « l'ordre public et des bonnes mœurs ». Notons bien ici cette théorie. Elle est énoncée dans des termes identiques à ceux qu'emploient la plupart des législations occidentales. Nous trouverons, au contraire, dans la suite de ce travail, une conception beaucoup plus compréhensive de l'ordre public. Il ne s'agira plus seulement de l'ordre public proprement dit, comme ici, mais aussi de « l'in-

térêt public » — expression beaucoup plus générale qui n'est pas employée par l'article 30 de la loi Horéi.

Propriété. — Une ordonnance de 1873, dont un seul article, l'article 11, est encore en vigueur, interdit aux étrangers d'être propriétaires d'un fonds de terre ou d'avoir sur lui un droit de gage ou d'hypothèque.

Ces deux dernières restrictions ont été levées depuis, notamment dans le traité allemand (Protocole supplémentaire du traité de commerce entre le Japon et l'Allemagne, § 2). Elles persistent vis-à-vis des puissances qui n'ont pas de traités avec le Japon, mais, par contre, les puissances qui ont des traités avec le Japon se sont vu étendre le bénéfice de la concession faite à l'Allemagne par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée.

Une disposition restrictive vraiment exceptionnelle subsiste dans les lois japonaises à l'égard des étrangers, même de ceux qui ont des traités. C'est celle qui leur interdit la propriété de fonds de terre. Cette restriction, qui a sa source dans les lois japonaises, a été confirmée par les prétéritions des traités.

Il est impossible de ne pas reconnaître ici une disposition exceptionnelle. Sans doute, quelques législations étrangères ferment aux étrangers l'accès de la propriété foncière. Mais elles limitent en général cette restriction à des fonds de terre déterminés, tels que ceux qui avoisinent les frontières ou les places fortes.

Sans doute, à défaut de propriété, les étrangers ont à leur usage un droit de superficie. On a même tenté de représenter ce droit de superficie comme l'équivalent du droit de propriété. Mais il faut, croyons-nous, se garder de s'exagérer cette équivalence. Ceci apparaîtra plus clairement si nous analysons quelques-unes des conséquences indirectes de l'interdiction en question.

Prenons l'hypothèque, par exemple. Voici un cas où la superficie sera loin d'être l'équivalent du droit de propriété. Le droit civil reconnaît en effet la faculté de purger dans des conditions analogues à celles du droit civil français (1). Comment pouvoir s'engager à acheter l'immeuble comme le fait le tiers acquéreur dans l'hypothèse de la purge, si, de par la loi, on se trouve exclu d'un droit de propriété sur ce même immeuble. Voici donc que l'interdiction d'être propriétaire d'un fonds de terre fausse, au détriment de l'étranger, le jeu de l'hypothèque. Indirectement, il est frustré d'un autre droit réel. Le fait que cette conséquence est indirecte n'en diminue pas la gravité. Elle affecte au contraire gravement le crédit.

Notons une autre répercussion également préjudiciable aux étrangers en matière de fiscalité. La substitution d'un droit de superficie au droit de propriété

(1) Art. 384, code civil japonais.

foncière obligera les étrangers à payer dans certaines circonstances des impôts deux fois plus élevés que les Japonais. Nous avons ici des renseignements très précis sur la façon dont les choses se passent en pratique, « La loi japonaise ne permet pas aux étrangers la possession du sol. D'après cela, tous les terrains que les catholiques étrangers possèdent au Japon, ils ne les possèdent pas en leur nom, mais sous le nom de Japonais légalement reconnus et enregistrés comme vrais propriétaires. Cependant, comme ces propriétaires par complaisance pourraient vendre ou hypothéquer les biens enregistrés en leur nom, sans que l'étranger ait contre eux aucun recours devant les tribunaux, le code civil permet à l'étranger d'acquérir un droit de superficie, moyennant un bail conclu avec le propriétaire nominal pour une durée indéterminée, mille ans si l'on veut, durée pendant laquelle le soi-disant propriétaire ne peut engager à aucun titre l'immeuble ainsi affermé. C'est une garantie, mais les droits de successions sont doubles, puisqu'il faut payer à la mort du propriétaire et à la mort du locataire (1). » Ainsi, outre les subterfuges compliqués et sans doute coûteux auxquels elle oblige les étrangers, la superficie qui nous était représentée par certains comme

(1) M. Ligneul, *loc. cit.*, p. 658.

un substitut parfait du droit de propriété fait porter les impôts au double.

A un autre point de vue encore, le droit de superficie s'est montré inférieur au droit de propriété. La loi pour l'exécution du code civil qui porte le n° 11 de juin 1898 a, dans son article 45, déclaré que les dispositions du code civil seraient en principe applicables à la superficie créée pour les étrangers ou les personnes morales étrangères. Il faut rapprocher ce texte de l'article 175 du code civil qui dit : « il ne peut être créé d'autres droits réels que ceux établis par le présent code et les autres lois », et de l'article 268 du code civil qui ramène à une durée uniforme le droit de superficie dont on aurait omis de déterminer la durée dans l'acte constitutif : « le tribunal détermine la durée de la superficie dans une limite de vingt à cinquante ans. » Les étrangers établis au Japon s'émurent des dispositions de l'article 45 de la loi n° 11 de juin 1898 qui les renvoyait au code civil. Puisque, d'une part, celui-ci n'admettait pas d'autres droits réels que ceux établis par le code, et que, d'autre part, leur droit de superficie pouvait être réduit par le juge dans sa durée, qu'allaient, pensaient-ils, devenir leurs baux perpétuels. Allait-on appliquer à ceux-ci l'article 268 précité, relatif à la réduction de durée, ce qui semblait probable, puisque ces baux étant perpétuels n'étaient soumis à aucune condition

de durée ? L'article 1^{er} de la loi n° 39 de septembre 1901 dissipa ces inquiétudes. Il « reconnaît » le droit de bail perpétuel créé en faveur des étrangers ou des personnes juridiques étrangères « comme droit réel », en dépit de l'article 175 précité du code civil qui semblait devoir exclure pareille possibilité. Ces inquiétudes toujours fâcheuses pour la bonne marche des affaires n'auraient jamais été suscitées si, au lieu d'être limités à un droit de superficie, les étrangers avaient pu jouir du droit de propriété.

Cette situation parfois préjudiciable aux intérêts étrangers reçoit une aggravation du fait dont certains jurisconsultes japonais interprètent la sentence arbitrale rendue à La Haye dans l'affaire des baux perpétuels. Elle est aggravée parce qu'en vertu du raisonnement auquel nous faisons allusion l'exclusion du droit de propriété foncière édictée à l'encontre des étrangers devrait, comme une conséquence de la sentence de La Haye, devenir permanente. Voici le raisonnement d'ailleurs assez inattendu : les baux perpétuels constitueraient une faveur accordée aux étrangers à titre de compensation parce qu'on leur refusait la faculté d'être propriétaires de fonds de terre. La sentence de La Haye va perpétuer ce privilège. Mais alors nous allons perpétuer la déchéance dont ce privilège était la contre-partie.

Une barrière permanente serait ainsi dressée en

face de l'étranger, désormais exclu pour toujours de la propriété foncière. Ce résultat serait d'autant plus regrettable que, pendant les négociations préliminaires à la signature du traité franco-japonais du 4 août 1896, le gouvernement français reçut l'assurance que cet obstacle ne serait pas permanent. Voici ce que nous lisons dans l'exposé des motifs avec lequel le traité fut soumis à la Chambre des députés : « L'accession des étrangers à la propriété foncière est nettement contraire aux traditions de ce pays, et nous nous sommes heurtés à cet égard, comme les autres Etats, à des résistances absolues. Cependant, au cours des conférences qui ont eu lieu à Paris, nous avons obtenu du ministre du Japon une déclaration dont nous avons pris acte et de laquelle il résulte que le gouvernement mikadonal se propose d'accorder plus tard aux étrangers par voie législative le droit d'acquérir des immeubles (1). » Ces mots se retrouvent aussi dans le rapport fait par M. Flourens, au nom de la commission de la Chambre des députés, chargée d'examiner le projet de loi portant approbation du traité de 1896. Des efforts ont été tentés pour obtenir la réalisation de ces espérances. La Chambre de commerce de Tokio, par exemple, s'est prononcée en faveur de l'admission des étrangers à la propriété fon-

(1) *Arch. dipl.*, 1897, t. IV, 408, 222.

cière (1). Mais ces efforts sont individuels et dus à l'initiative privée. La législation jusqu'à présent est muette sur ce point.

Résumant ces observations sur la question de la propriété foncière, l'honorable rapporteur dit : « En tout cas, la question n'a pour nous qu'un intérêt purement spéculatif, et nous pouvons attendre sans dommage la réalisation des promesses faites par le Japon. »

Peut-être eût-il été expédient de ne pas admettre avec une telle désinvolture que la question ne présentait aucun intérêt sérieux. N'était-ce pas se refuser d'avance le droit de rappeler au co-contractant les « promesses » faites par lui pendant les négociations relatives au traité. Mais c'est là une question de diplomatie sur laquelle nous pouvons faire erreur et qui n'est pas de notre compétence.

En restant sur le terrain juridique, nous sommes en mesure de dire que la substitution d'un simple droit de superficie au droit de propriété sur les fonds de terre non seulement ne constitue pas un équivalent, mais est même de nature à léser nos nationaux au triple point de vue de l'hypothèque, de la fiscalité et du bail perpétuel. En ce qui concerne le bail perpétuel, la législation, nous l'avons vu, a été amendée. Mais

(1) *Nachrichten für Handel und Industrie*, 21 avril 1900.

en ce qui concerne les difficultés de la purge et la fiscalité double, les inconvénients de la superficie subsistent en entier.

Il est un autre point de vue auquel la prohibition existant vis-à-vis de l'étranger et relative à la propriété de fonds de terre pourrait faire naître quelques inquiétudes dans l'esprit des étrangers. Ceux-ci ont intérêt à se demander comment se définit la nationalité d'une société commerciale. Si elle est étrangère, elle sera frappée de l'incapacité en question. Si elle est japonaise, elle pourra, au contraire, avoir un droit de propriété foncière. Mais une société composée d'étrangers pourra-t-elle être japonaise et échapper, malgré la nationalité des individus qui la composent, à l'incapacité foncière dont le législateur japonais a frappé les étrangers ? Le code de commerce résout la question en attribuant à la société une nationalité indépendante de celle de ses membres. Est japonaise une société formée au Japon sous l'empire des lois japonaises (Code de commerce, art. 44). Dès qu'elle satisfait à cette condition, une société devient capable de posséder des fonds de terre. Le principe que la société composée d'étrangers peut être japonaise et échappe par là à l'incapacité foncière qui frappe les étrangers a cependant, dans un certain état du droit, subi des restrictions. « La loi des mines du 25 septembre 1890 ne conférait pas aux sociétés le droit

d'exploiter des mines au Japon lorsque le personnel de ses membres comprenait des étrangers. Un amendement à l'article 3 de cette loi, dû à l'initiative de la Chambre des députés, a eu pour résultat, sans qu'aucune voix d'opposition se fût élevée, de faire disparaître cette incapacité (1). »

On pourrait se demander ce qui adviendra en cas de dissolution de la société japonaise composée d'étrangers. Chacun de ces étrangers ne retrouvera-t-il pas avec sa personnalité distincte, qui cessera dès lors d'être absorbée dans celle de la société, l'incapacité foncière qui le frappait antérieurement en tant qu'individu ? L'objection n'est que théorique. Il n'arrive pour ainsi dire jamais qu'à la dissolution d'une société commerciale le partage ait lieu en nature. Dès lors, n'ayant pas à prendre un immeuble en nature, l'étranger ne souffrira pas d'avoir au moment de la dissolution retrouvé son incapacité foncière.

Si toutefois jusqu'ici la législation des sociétés commerciales ne nous a fait rencontrer aucune disposition vraiment prohibitive pour l'activité des étrangers, il cesse d'en être ainsi dès que nous en arrivons à la théorie toute particulière de l'ordre public contenue dans les articles 48 et 260 du code de commerce. L'ordre public y est entendu d'une façon si compré-

(1) *Nachrichten für Handel und Industrie*, 21 avril 1900.

hensive que l'activité des étrangers courra facilement le risque d'être entravée ou supprimée. Mais c'est là une question qui touche à la matière des sociétés plus qu'à celle de la propriété, et nous la retrouverons dans le paragraphe suivant, sous la rubrique des personnes morales.

Personnes morales et sociétés étrangères. — Les personnes morales étrangères ne devant leur existence qu'à une fiction de la loi, cette fiction ne saurait s'imposer dans un pays étranger, par exemple au Japon. L'existence d'une personne morale étrangère n'est donc pas reconnue au Japon, du moins en principe. Cependant, l'article 36 du code civil tempère ces restrictions de la façon suivante :

« Les personnes juridiques étrangères, à l'exception de l'Etat, des circonscriptions administratives et des sociétés commerciales, ne sont pas reconnues. Il en est toutefois autrement de celles qui ont été reconnues par les lois ou les traités. »

« Les personnes juridiques étrangères reconnues conformément aux dispositions de l'alinéa précédent jouissent des mêmes droits privés que les personnes juridiques de la même espèce constituées au Japon. Il en est toutefois autrement des droits dont les étrangers ne peuvent pas jouir ou qui sont l'objet de dispositions particulières de la part des lois ou des traités. »

Une fois reconnues au Japon en vertu de l'article 36

précité du code civil, les personnes morales étrangères peuvent donc avoir, selon les cas, plus ou moins de droits que dans leur pays (1).

Les sociétés commerciales sont étrangères ou japonaises, indépendamment de la nationalité de leurs membres. Est japonaise la société formée au Japon sous l'empire des lois japonaises, quels que soient les éléments qui la composent. Une société composée d'étrangers peut donc être japonaise et comme telle nous n'avons pas à nous en occuper ici. Nous allons seulement étudier la situation des sociétés commerciales qui ne sont pas japonaises. Notons d'ailleurs que la réciproque de ce que nous avons vu plus haut peut se présenter et que les sociétés étrangères peuvent être composées de Japonais. La réponse à cette

(1) Par suite de circonstances spéciales, la question des sociétés étrangères a une importance particulière au Japon. Un article de M. Masujima, intitulé : *Position des sociétés et corporations étrangères au Japon*, paru dans le *Japan Register and Messenger*, est instructif à cet égard. « Dans les divers États de l'Europe et de l'Amérique, dit-il, il n'arrive pas souvent que des corporations étrangères, autres que financières ou commerciales, cherchent à se placer sous la protection des lois de la nation ; mais, au Japon, la question présente des complications à cause du nombre des sociétés et missions religieuses qui, étant venues dans ce pays pour y faire de la propagande religieuse, ont tenté d'être elles-mêmes reconnues comme personnes légales ». Nous empruntons cet extrait à la remarquable étude de M. Ed. Clavery, sur les *Etrangers au Japon et les Japonais à l'étranger*, parue dans la *Revue générale de l'administration*, 1904, t. I.

question est contenue dans les articles 255 à 260 du code de commerce :

« Lorsque les sociétés étrangères se sont constituées une succursale, elles doivent faire la même inscription et la même notification publique que les sociétés japonaises de la même espèce ou de l'espèce qui leur ressemble le plus » (art. 255).

« Lorsque les sociétés étrangères se sont constituées pour la première fois une succursale au Japon, toute personne peut les tenir pour inexistantes jusqu'à ce que l'inscription ait été faite au lieu où se trouve ladite succursale » (art. 257).

« Les sociétés étrangères qui se constituent un siège principal au Japon, ou dont le but principal est de faire des opérations commerciales au Japon, doivent se conformer aux mêmes dispositions que les sociétés se constituant au Japon, bien que ces sociétés étrangères se soient constituées dans un pays étranger » (art. 258).

« Lorsque les sociétés étrangères émettent des actions et transfèrent de leurs actions ou obligations sociales au Japon, elles devront suivre les dispositions imposées aux sociétés japonaises sur ce sujet » (art. 259).

Les dispositions du code de commerce reposent donc sur une double distinction entre succursale et siège social, entre opérations principales faites à

l'étranger et opérations principales faites au Japon.

Il n'y a rien dans toutes les dispositions précédentes qui soit de nature à entraver l'action des sociétés commerciales étrangères, rien non plus qui mette obstacle à l'association des capitaux étrangers et japonais. Mais nous ne saurions en dire de même des dispositions contenues dans les articles 48 et 260 du code de commerce :

« Si une compagnie commerciale agit contrairement à l'intérêt public ou à la morale publique, la cour peut, à la requête du procureur public ou de sa propre initiative, ordonner sa dissolution » (art. 48).

« Quand le représentant d'une compagnie commerciale étrangère qui a établi une succursale au Japon commet dans les affaires de cette compagnie un acte contraire à l'intérêt public ou à la morale publique, la cour peut, à la requête du procureur public ou de sa propre initiative, ordonner que cette succursale cesse ses opérations » (art. 260).

Le danger pour les étrangers viendrait de la théorie particulièrement extensible de l'ordre public, qui comprendrait ici non seulement l'ordre public proprement dit et les bonnes mœurs, mais aussi « l'intérêt » public, ce qui peut être entendu dans le sens économique. C'est bien là en effet le mot que les traducteurs allemands traduisent par « wohlfahrt », et les traducteurs anglais par « welfare ».

M. Rehme, le savant professeur de l'Université de Halle, a relevé dans ses remarquables études sur le droit commercial japonais tout ce que ces dispositions contiennent d'anormal. Il se fonde : a) sur ce que ce n'est pas l'objet propre des sociétés commerciales de promouvoir l'intérêt public ;

b) Et sur ce que ce n'est pas le rôle normal du juge de trancher des questions d'économie politique (1).

Enfin, un dernier trait intéressant est dû au rôle du représentant. La société étrangère qui a établi une succursale au Japon doit y nommer un représentant et en enregistrer le nom et le domicile (art. 255). Ce représentant peut être un étranger, mais il doit résider au Japon au siège de la succursale. Il aura le droit de faire tous actes judiciaires ou extrajudiciaires ayant rapport au commerce de la société qu'il représente. Peut-être regrettera-t-on que la loi limite à une seule personne la représentation de la succursale d'une société étrangère, et il y aurait intérêt à savoir si les autorités japonaises s'opposeraient à une représentation double, les deux mandataires ayant la même

(1) « Weil es gar nicht Aufgabe der Handelsgesellschaften ist, die öffentliche Wohlfahrt zu fördern, und es nicht Sache des Richters sein darf national ökonomische Streitfragen zu entscheiden. » Rehme, professeur à l'Université de Halle, dans une étude intitulée : *Das Japanische Handelsrecht*, parue dans le *Journal de Goldsmith Zeitschrift für das gesamte Handelsrecht*, t. LII, 1902, p. 459.

qualité, avec cette restriction que leur signature conjointe est nécessaire pour passer les actes importants. Dans la pratique, cette question d'une double signature assurant avec sécurité le fonctionnement d'une succursale à l'extérieur est très importante, et son importance s'accroît en raison de la distance qui sépare la succursale du siège principal. Nous avons d'ailleurs déjà vu que cette prescription relative à la représentation, qui s'applique à toutes les sociétés étrangères, n'intéresse que celles qui ont au Japon une activité accessoire. Pour les autres, c'est-à-dire pour celles qui se formeraient en vue d'exercer une industrie ou un commerce au Japon, elles devront se conformer en outre à toutes les lois japonaises. Le résultat pratique est celui-ci : on ne créera pas de sociétés à l'étranger pour travailler au Japon et on adoptera de préférence la forme de société japonaise, puisqu'on devrait obéir aux lois du pays tout en étant sous l'empire de la législation d'origine.

De plus, indépendamment du cas de représentation unique de la succursale d'une société étrangère, voici un autre cas de représentation unique qui est d'intérêt plus général. Qu'il s'agisse de société en nom collectif, de société en commandite ou par actions, il n'est dit nulle part que le contrat social puisse stipuler que, pour passer des actes ou engager la société, la signature d'un seul représentant est insuffisante et

que, par exemple, deux représentants légaux ou un représentant et un procuriste doivent agir collectivement. Il y a là quelque chose d'incertain. C'est une lacune de la loi que, s'il s'agit de sociétés par actions, les formalités de l'enregistrement ne viennent pas combler.

Cet enregistrement a pour objet de porter à la connaissance des tiers les conditions essentielles du contrat social. Or, parmi les déclarations à faire se trouvent le nom et le domicile des directeurs et des commissaires de surveillance sans que rien soit ajouté quant au mode prévu pour la gérance.

S'ensuit-il que la loi commande, même les tiers étant dûment et officiellement avertis, cette imprudence qui consiste à mettre tout l'avoir social entre les mains d'un homme autorisé à l'engager par sa seule signature ? S'ensuit-il qu'il doive en être ainsi, que cet homme soit un associé responsable dans une commandite ou une société en nom collectif, ou bien qu'il soit un fonctionnaire ou un mandataire salarié, comme sont les directeurs de sociétés par actions ? Si cela était, la loi japonaise aurait un cachet d'originalité qu'on lui dénie. Aucune loi européenne, en effet, n'impose le principe d'une signature unique, engageant l'être social. Nulle part on a ainsi décrété l'imprudence gratuite et obligatoire. A part cette imprécision sur une question importante relative à la gé-

rance des sociétés commerciales, la loi japonaise sur les sociétés ne contient rien qui ne soit connu et même expérimenté et jugé bon en Europe. Cette anomalie présente, croyons-nous, un intérêt tout spécial pour les étrangers, puisqu'en fait, comme nous l'avons vu, les étrangers ne fonderont pas au Japon de succursales, mais plutôt des établissements principaux sous la forme de sociétés japonaises.

Terminons par quelques renseignements sur les sociétés d'assurances. La société d'assurances est l'objet d'une loi spéciale (ordonnance impériale n° 352 et arrêté du ministère de l'Intérieur n° 42 de 1899) qui la surveille plus étroitement que toute autre société commerciale et dont les dispositions sont substituées en ce qui la regarde à celles du code de commerce. Si une société d'assurances étrangère veut faire des opérations au Japon, elle devra accomplir les formalités déterminées par l'ordonnance impériale n° 380 de septembre 1900. Ainsi elle doit nommer son représentant au Japon, demander une autorisation spéciale, fournir un cautionnement lorsque les autorités compétentes le jugeront nécessaire, adresser aux autorités un rapport annuel sur ses opérations ; elle est passible d'une amende lorsqu'elle a inséré des déclarations inexactes dans ces documents, lorsqu'elle s'est livrée à d'autres opérations qu'à l'assurance, lorsqu'elle a fait en même temps des assurances sur deux

choses différentes comme vie et incendie. L'article 4 de l'ordonnance impériale 273 du 15 juin 1899, concernant les compagnies d'assurances étrangères, porte que : « Dans le cas où le gouvernement viendrait à croire que la continuation des affaires d'assurances pourrait devenir dangereuse pour une compagnie étrangère, ou si une compagnie étrangère agissait en contravention d'un ordre du gouvernement, celui-ci pourrait ordonner, soit la suspension des affaires, soit le rappel du représentant de ladite compagnie. » On remarquera le pouvoir discrétionnaire que cet article donne au gouvernement, non moins que les termes assez vagues dans lesquels cet article est rédigé. Il mérite à ce double point de vue d'être rapproché de ce que nous avons déjà dit de la théorie de l'ordre public (1).

Propriété industrielle. — L'article 20 du traité français portait que les Français bénéficieraient au Japon de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique ou de commerce, ainsi que les dessins ou modèles industriels et de fabrique de toutes espèces.

Cete application aux marchandises françaises de la législation intérieure du Japon, en matière de pro-

(1) Cf. le texte de cette ordonnance traduit en français dans l'*Annuaire de législation étrangère* de 1899, p. 808, et dans le *Moniteur officiel du commerce*, du 7 septembre 1899.

priété industrielle, était d'ailleurs garantie non seulement par l'article 20 précité du nouveau traité, mais aussi par l'accession de ce pays à l'Union pour la protection de la propriété industrielle, conclue à Paris, le 20 mars 1883. Le gouvernement mikadonal s'est engagé (protocole n° 3 du traité français) à adhérer avant la cessation de la juridiction consulaire aux conventions internationales concernant la protection de la propriété industrielle. Le gouvernement mikadonal s'engageait aussi (protocole n° 3 du traité français) à adhérer, également avant la cessation de la juridiction consulaire, aux conventions internationales concernant la propriété littéraire. De ce fait, nos auteurs et compositeurs devaient pouvoir invoquer au Japon, outre les lois japonaises, les stipulations de la convention de Berne du 9 septembre 1886 à laquelle le gouvernement mikadonal s'engageait à accéder. Le gouvernement japonais a tenu ses engagements. Rien d'exceptionnel en cette matière. Pour coopérer à l'œuvre des lois et en assurer l'exécution, une association s'est fondée au Japon sous le nom d'association pour la protection de la propriété industrielle (1).

Sur la façon dont les choses se passent en pratique nous n'avons que des renseignements épars. Il n'est pas sans intérêt, toutefois, de relater ceux que nous

(1) *La propriété industrielle*, 31 janvier 1906.

avons trouvés sur la question de l'exposition publique des demandes de brevets déposés par des étrangers. La cour de cassation de Tokio a déclaré qu'il fallait considérer comme nouvelle toute invention qui n'avait pas été décrite dans un brevet japonais antérieurement au dépôt de la demande de brevet, et que le simple fait que l'invention aurait été brevetée et décrite publiquement à l'étranger n'était pas une preuve suffisante de la connaissance publique et de l'usage public de l'invention au Japon. D'autre part, un exposé d'invention n'est considéré comme étant destructif de la nouveauté légale que si cet imprimé a déjà été en circulation au Japon au moment où la demande de brevet y a été déposée.

Cette situation n'étant pas sans danger pour les étrangers, le bureau des brevets de Tokio a décidé que tous les exposés d'invention européens seraient exposés publiquement afin que l'on puisse les considérer comme étant en circulation au Japon, et qu'il soit ainsi possible de protéger les brevetés du dehors contre le dépôt non autorisé de leurs inventions (1).

On peut citer également la décision du bureau des brevets du 16 août 1904, dans l'affaire de la China Import Export and Bank C^o c. Sumi Rikichi : « N'est pas susceptible d'enregistrement, aux termes de l'ar-

(1) *La propriété industrielle*, 1905, p. 97.

ticle 2, n° 6, de la loi sur les marques, comme constituant un signe communément employé dans le commerce, la marque consistant dans les lettres D. R. G. M., alors que ces quatre lettres sont l'abréviation des mots Deutsches Reichsgebrauchsmuster (modèle d'utilité de l'Empire d'Allemagne) et signifient que les objets qui en sont revêtus sont inscrits en Allemagne dans le registre des modèles d'utilité (1).

(1) Blatt, f. Pat. Must. und Zeichenwesen, 1905, p. 15, et *La propriété industrielle*, 1905, p. 186.

CONCLUSION

L'étude de détail que nous avons faite nous a permis de reconnaître que, dans l'ensemble, la législation japonaise, surtout en ce qui concerne les étrangers, et telle qu'elle est complétée par les traités, peut soutenir la comparaison avec celle des autres pays : c'est dire que l'accession du Japon au droit des gens européen a été effective. Ses lois ont, sauf quelques exceptions assez rares, évité de reproduire les incapacités naguère édictées contre les étrangers. Et là où les incapacités anciennes ont survécu, elles n'ont plus le même caractère humiliant ; les étrangers ne sont plus parqués dans le ghetto de Deshima. Le droit pérégrin du Japon ne repose surtout pas sur une distinction de race, et nous avons même pu le constater dans le domaine où les restrictions étaient plus faciles à prévoir, en commentant la loi sur la nationalité. Certains eussent pu concevoir des inquiétudes à ce sujet. En France surtout, on avait fait allusion à la différence des races, comme le témoigne le mot « asiatique », lancé dans les débats des Chambres relatifs à la

signature du traité de 1896 (1). Mais aucune préoccupation de ce genre n'est visible dans la législation japonaise. Les craintes que certains avaient manifestées ne peuvent que s'évanouir devant les textes.

Si la législation japonaise s'est montrée étrangère aux préoccupations ethnographiques, il en est de même des préoccupations confessionnelles. Nous avons vu, en effet, par des textes et des témoignages autorisés que les cultes étrangers y jouissent de la liberté la plus absolue. Le fait est d'autant plus significatif au point de vue du droit international, que longtemps ce droit a reposé sur une base religieuse: c'était le droit des gens chrétien.

Ces deux faits font également honneur au Japon et témoignent des progrès qu'il a accomplis. Le dernier explique, de plus, comment l'admission au bénéfice du droit des gens européen, proclamée pour la Turquie avant de l'être pour le Japon, a été inopérante dans la première hypothèse et effective dans la seconde. C'est qu'ici, en Turquie, le droit reste fondé sur le texte sacré du Coran, tandis que là, au Japon, il s'est laïcisé.

Ces progrès qui ont été facilités par le remarquable esprit d'assimilation des Japonais non moins que par leur zèle pour l'étude des sciences occidentales, paraî-

(1) *Arch. dipl.*, 1897, t. IV, p. 218, § 2, rédaction du traité.

tront encore plus solides, si l'on songe que pour avoir été rapides ils n'en sont pas moins le produit d'une lente évolution. Et c'est là une garantie de plus pour les Européens.

Nous avons, dans notre historique, montré que les efforts du Japon en vue d'obtenir l'accession au droit des gens européen s'était manifesté de bonne heure, plus tôt même qu'on ne l'a dit à la tribune du Sénat, lors des discussions relatives au traité de 1896. A la même époque remontent les progrès qui étaient la condition de leur succès.

De plus, bien avant que les codes actuels ne fussent promulgués, les lois de l'Amérique et surtout celles de l'Europe étaient appliquées dans les tribunaux. Le droit français y jouait même le rôle de raison écrite. Le passage d'un droit à l'autre ne s'est pas opéré sans transition. La loi de 1875 ordonnait aux juges de se laisser guider par l'équité. Se fondant sur la latitude qui leur était laissée, ceux-ci appliquaient le droit occidental. « Le code Napoléon a exercé à cet égard une influence considérable (1). » L'heure de la codification n'a donc pas surpris les Japonais à l'improviste. Il n'y avait pas eu naturalisation en masse des lois étrangères, mais, au contraire, un lent travail de

(1) Tomii, *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1898, p. 185.

sélection échelonné sur plusieurs années. La campagne de M. Hozumi pour faire refuser la sanction législative à l'œuvre toute française de M. Boissonade est significative à cet égard. Le Japon abandonna le projet français, se remit courageusement au travail sous l'influence des jurisconsultes anglo-saxons. Et cependant ce ne fut ni une œuvre purement anglaise, ni une œuvre purement allemande qui sortit de ce travail. Si on a prononcé au sujet de la controverse suscitée par M. Hozumi les noms de Thibaut et de Savigny, ce n'est pas sans raison. Mais au Japon c'est l'école de Savigny et du droit historique qui l'a emporté. L'œuvre des jurisconsultes japonais, qui a pour elle la collaboration du temps, est vraiment un produit de l'évolution nationale.

Plus encore que cette lente transition dans le passage d'un droit ancien au droit nouveau, ou bien que l'absence de barrières ethniques et confessionnelles, ce qui nous paraît être un gage de sécurité pour les étrangers, c'est la fusion si parfaite des éléments d'emprunt que nous trouvons dans la législation japonaise. Toutes les influences se sont manifestées et conciliées dans le code japonais, qui nous paraît à cet égard l'un des monuments les plus remarquables de l'activité juridique.

Et tout d'abord on est heureux d'y constater l'influence du sol, une influence géographique. Si le code

pénal, par exemple, fait de l'incendie volontaire un crime passible de mort, c'est qu'au Japon la maison est construite en bois pour mieux prémunir les habitants contre les effets des fréquents tremblements de terre. C'est un roseau qui plie là où le chêne aurait été déraciné. Mais, d'autre part, les incendies trouvent là un aliment et peuvent facilement détruire une ville entière. Toutes ces considérations matérielles et bien japonaises ont influé sur la rédaction du code. On peut croire que des raisonnements analogues ont empêché les Japonais d'accepter la théorie de l'accession en matière immobilière : le terrain conserve, dans le code japonais, un caractère nettement différent de celui des maisons y construites. Comment pouvait-il en être autrement dans un pays où il n'est pas rare de voir les habitants déménager en emportant en quelque sorte leur maison sous le bras. Songerait-on à appliquer la théorie de l'accession à la tente du nomade ? Nous ne le croyons pas. Or, la maison de bois des Japonais lui ressemble beaucoup. Tout en regrettant les difficultés auxquelles cette question a donné lieu, notamment lorsqu'elle a été liée à la question des baux perpétuels, nous sommes heureux de rencontrer des exemples où les lois japonaises nous apparaissent comme le produit naturel du sol et non une copie maladroite de l'occident. C'est une garantie pour l'étranger appelé à vivre sous leur empire. Mais l'influence

géographique du sol n'est pas la seule à se manifester dans ce code, qui est le résidu de tant d'influences diverses et semble avoir pris à tâche de réunir tous les disparates. La persistance de vieilles conceptions naguère introduites de Chine par la voie coréenne n'a point empêché l'intrusion du droit romain. Confucius continue à régir le Japon, mais c'est à côté de Tribonien. L'organisation antique de la famille continue à subsister au point de vue civil. C'est encore une *gens* qui a ses autels et son pontife. Mais au point de vue économique, une conception individualiste, européenne, s'est imposée, et les lois de succession en portent l'empreinte (1).

Mais n'est-ce pas précisément la coexistence de deux influences presque contradictoires qui paraîtra de nature à inquiéter les étrangers ?

Et en nous posant cette question, il est impossible de ne pas songer en même temps à plusieurs particularités par lesquelles l'étranger vivant au Japon est dans une situation anormale.

Il s'agit d'abord de l'acte qui, avec la législation interne, forme la base du nouvel ordre de choses.

(1) *Law Quarterly Review*, de Londres, vol. XXIII, n° 89, janvier 1907. Article de Munroe Smith, de l'Université de Columbia. *The Japanese code and the Family* indique clairement la coexistence de ces deux tendances contraires et l'introduction de lois nouvelles dans des cadres anciens.

Nous voulons parler du traité du 4 août 1896. Ce traité a été conclu en quelque sorte sous condition et avec terme. Il ne devait entrer en vigueur que plusieurs années après sa signature (terme) et pouvait même après ces trois années, être retardé dans son application à la requête de l'un des co-contractants : *si* le Japon le demandait (condition). Ce ne sont point là les usages généralement suivis. M. Flourens, dans le rapport qu'il a présenté au nom de la commission de la Chambre des députés (1) chargée d'examiner le projet de loi portant approbation de ce traité, définit l'anomalie dans les termes suivants : « ... *traité d'un nouveau genre*, puisqu'une fois conclu, il ne doit porter ses effets que dans un délai minimum de trois ans. » Ces mots ne se réfèrent qu'au terme. Mais la qualification de « traité d'un nouveau genre » conserve toute sa valeur si on se réfère à la condition non moins qu'au terme.

Ce n'est là sans doute, arguera-t-on, qu'une question de formulaire et de chancellerie. Avec l'interdiction faite aux étrangers de posséder des fonds de terre, nous sommes, tant par l'interdiction elle-même que par ses contrecoups, en face d'une anomalie plus sérieuse. Les espérances de voir rapporter cette législation prohibitive et qui avaient été entretenues au

(1) *Arch. dipl.*, t. IV, p. 223.

cours des négociations relatives au traité de 1896 n'ont pas été confirmées par les événements. Bien plus, nous avons vu se produire un raisonnement qui, en cherchant à lier cette question à celle des baux perpétuels, tendrait à transformer en incapacité permanente des étrangers, ce qui, en 1896, pouvait encore être considéré comme incapacité temporaire. C'est pour cette raison que nous pouvons, moins encore aujourd'hui qu'en 1896, nous associer aux vues de M. Flourens et ne reconnaître avec lui à cette question qu'un intérêt « purement spéculatif (1) ».

Une anomalie plus grave encore nous paraît résulter de la théorie singulièrement large de l'ordre public telle qu'elle semble se dégager de plusieurs textes (2). Elle nous a paru digne d'attirer l'attention tant à raison des dispositions expresses contenues dans les textes qu'à raison des termes particulièrement vagues dans lesquels ces textes sont rédigés. L'ordre public semblerait comprendre aussi l'intérêt économique du pays.

Enfin, il ne s'agit dans tout ce qui précède que du droit international d'hier. Que dire de celui de demain

(1) *Arch. dipl.*, 1897, t. IV, 224, art 6 *in fine*.

(2) Comme texte facilement accessible, le code de commerce n'étant pas traduit en français, nous pourrions citer l'art. 4 de l'ordonnance impériale du 15 juin 1899, qu'on trouvera dans l'*Annuaire de législation étrangère* de 1899, p. 809.

et qui, d'ailleurs, s'élabore déjà aujourd'hui dans les congrès et conférences du Travail en tenant compte des aspirations ou des besoins des classes ouvrières ? Les questions qu'il se propose de régler ne le cèdent pourtant en gravité à nulle autre (retraites, assurances, risque professionnel, caisses d'épargne, durée du travail, hygiène, etc.). Or, c'est dans ces matières précisément que le Japon, jusqu'à présent du moins, semble avoir voulu séparer sa ligne de conduite de celle des autres membres de la communauté internationale. Avec une clairvoyance singulière, M. Flourens semble avoir prévu le fait dès 1896. Il signale tout au moins les conditions profondes qui différencient le travail japonais du travail français : « bon marché de la main-d'œuvre, dont le prix serait de 0 fr. 50 et même de 0 fr. 30 la journée de quatorze heures (1) ».

La conférence de Berne a justifié les appréhensions qu'une telle différence pouvait faire concevoir. Les conventions de Berne de septembre 1906, principalement celle relative à l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc, n'ont pas obtenu l'adhésion du Japon. L'adhésion des autres puissances était fatalement subordonnée à celle de cet Etat, grand producteur d'allumettes. Elle n'a pu être obtenue. Ce désaccord a

(1) *Arch. dipl.*, 1897, t. IV, p. 224, § 11 *in fine*.

empêché d'atteindre le but que les autres puissances avaient en vue. Dans ce même ordre d'idées, il convient de rappeler ici que les concessions étrangères, dont le sort, au contraire de ce qu'on aurait pu croire, n'est pas solidaire de celui des juridictions consulaires, ont survécu à ces dernières au Japon, théoriquement du moins. Or, c'est précisément à l'encontre des « ouvriers ».

La condition juridique des étrangers au Japon, si satisfaisante à certains points de vue, présente au contraire des anomalies qu'on peut considérer comme regrettables à certains autres points de vue, et comme telle elle nous paraît demeurer susceptible de perfectionnements.

Espérons que ceux-ci seront accomplis, soit par voie contractuelle, soit par voie de législation interne. L'histoire du Japon est de nature à entretenir en nous des espérances, et son passé, à vrai dire, répond même de son avenir. S'il conserve quelque méfiance à l'égard des étrangers, il saura, nous n'en doutons point, les surmonter et, ayant vaincu les autres, il se sera préparé par là à se vaincre lui-même.

Vu :
Le Doyen,
LYON-CAEN.

Vu :
Le Président de la Thèse,
RENAULT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER ET FILS

